

Quelques enjeux du développement du capitalisme numérique

Avec le numérique, notre capitalisme contemporain est en train de vivre l'une de ses transformations historiques majeures. Une véritable révolution, de celles qui bousculent le monde d'avant, bâtissent les nouvelles richesses et laissent les perdants sur le carreau. Aujourd'hui comme hier, ce capitalisme peut investir, créer des emplois, donner du pouvoir d'achat et servir au plus grand nombre, à condition qu'il soit politiquement régulé. Car ses tendances naturelles le poussent à une forte concentration des pouvoirs et à s'affranchir de toute protection sociale.

Tous pour un et rien pour les autres

On connaît la puissance des Apple, Google, Amazon, etc., mais le capitalisme numérique est déjà entré dans une seconde phase avec le développement rapide de plates-formes Internet qui mettent simplement en relation ceux qui veulent faire le taxi avec leur voiture et ceux qui en ont besoin d'un, ceux qui veulent louer leur appartement ou une boîte à outils, rédiger un testament, etc. Leur développement est explosif : née en 2009, la société Uber, qui veut dynamiter le monde des taxis, pèse déjà plus de 40 milliards de dollars, autant qu'Orange !

Ces nouvelles entreprises se veulent les chantres d'une économie « collaborative », où plutôt que de laisser sa voiture au garage 95 % du temps ou de ne se servir de sa perceuse que deux fois par an, on les met à disposition des autres pour un prix modique. Les optimistes y voient la possibilité, très écolo, d'augmenter l'usage de biens sous-utilisés. Les pessimistes pointent plutôt une hypermarchandisation des relations sociales : quel est le dernier idiot qui va prêter sa perceuse quand tout le monde la loue ? Loin de représenter un échange sur un marché libre, ces transactions sont étroitement supervisées par les plates-formes. Celles-ci ne veulent pas supprimer les rentes des chauffeurs de taxi ou des agences immobilières, mais les accaparer dans une quête de monopole absolu dont elles ont besoin : l'expansion du nombre d'utilisateurs est la clé de leur succès. Les autorités de la concurrence ont un rôle crucial à jouer.

Bienvenue au XIX^e siècle

Surtout, le capitalisme numérique n'est pas tendre avec ceux qu'il emploie. Il nous renvoie au travail à la tâche, avec ses revenus variables et où les risques liés à l'activité sont portés par l'individu. Les plates-formes travaillent avec des particuliers indépendants, des auto-entrepreneurs, qui ne peuvent compter que sur leur patrimoine en cas de maladie, de grossesse, etc. Pas de cotisations sociales, pas de sécu, pas de retraite..., plus d'assurance collective. La décision récente de la justice du travail californienne de considérer un chauffeur d'Uber comme un salarié et non comme un contractant, avec les contraintes sociales qui vont avec, montre que la bataille n'est pas encore terminée.

Même si toute la population active n'est pas destinée à travailler dans ces conditions, la multiplication des carrières erratiques pousse également dans le sens d'une réflexion visant à attacher les droits sociaux aux individus plutôt qu'aux salariés, afin que nous puissions en bénéficier quelle que soit la nature de notre travail.

Et il faudra y réfléchir vite, car les professionnels des algorithmes pensent déjà à l'étape d'après, celle où ils seront complètement débarrassés de toute contrainte humaine. Un ordinateur pourra traiter demain plus efficacement qu'un médecin une masse de données issues de nos objets connectés et d'une prise de sang pour établir un diagnostic de santé. Plus près de nous, Uber investit déjà dans la voiture sans chauffeur...

Christian Chavagneux, « Le capitalisme numérique réinvente le XIX^e siècle », *Alternatives Économiques* 2015 (n° 348).